

PUBLICATIONS

du Professeur Jean-Marie PONTIER

Ouvrages

1. *Lexique de termes politiques* (en collaboration), Dalloz 1974
2. *Lexique de termes politiques*, 2^e éd. Dalloz 1978
3. *L'État et les collectivités locales*, L.G.D.J., Bibl. de droit public, Paris 1978
4. *Les calamités publiques*, Berger-Levrault, Paris 1980
5. *Droit constitutionnel et institutions politiques* (en collab.), Éd. scientifiques et juridiques, 2 vol. 1980
6. *Institutions et droit administratifs. Textes et documents* (en collaboration), P.U.F. Thémis 1980
7. *Lexique de termes politiques*, 3^e éd. 1981
8. *Institutions et droit administratifs*, T. 3, *Biens. Expropriation. Travaux publics*, P.U.F. Thémis 1982 (en collaboration)
9. *Introduction à la politique* (en collaboration) Précis Dalloz, 1982
10. *Droit constitutionnel et institutions politiques* (en collaboration), Économica 1983
11. *Les constitutions de la France* (en collaboration), Dalloz 1983
12. *Lexique de politique*, 4^e éd. Dalloz 1984
13. *La Vème République* (en collaboration), Économica 1985
14. *Introduction à la politique*, 2^e éd., Dalloz 1986
15. *Droit des collectivités territoriales* (en collaboration), P.U.F. Thémis, 1987
16. *La région*, Dalloz 1988
17. *La Vème République*, 2^e éd., Économica 1988
18. *Le département* (en collaboration), Économica 1988
19. *Lexique de politique*, 5^e éd., Dalloz 1988
20. *Les constitutions de la France*, 2^e éd., Dalloz 1989
21. *La société française* (en collaboration), Dalloz Études politiques, économiques et sociales, 1989
22. *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 2^e éd., Économica 1989
23. *Droit de la culture* (en collaboration), Précis Dalloz 1990
24. *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 3^e éd. 1990
25. *La société française*, 2^e éd. 1991 (ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, Prix L. Marin)
26. *Introduction à la politique*, 3^e éd., Dalloz 1991 (trad. biélorusse, Mihck, Copaca, 1995)
27. *Lexique de politique*, 6^e éd. Dalloz 1991
28. *Le conseil général* (en collaboration), Que sais-je ? n° 2647, 1992
29. *Droit administratif des biens* (en collaboration), P.U.F. Thémis, 1994

30. *Le droit du cinéma*, Que sais-je ? n° 2936, 1995
31. *La société française*, 3è éd., Dalloz 1995
32. *Les constitutions de la France*, 3è éd., Dalloz 1996
33. *Droit de la culture*, 2è éd. Dalloz 1996
34. *Les services publics*, Hachette, coll. Les Fondamentaux, 1996
35. *Libertés publiques*, Hachette, coll. Les Fondamentaux, 1997
36. *Droit de la langue française*, Dalloz Connaissance du Droit, 1997
37. *Les contrats de plan entre l'État et les régions*, Que sais-je ? n° 3281, 1998
38. *La République en France*, Dalloz, coll. Connaissance du Droit, 1998
39. *La région*, Dalloz, 2è éd. 1998
40. *Droit des collectivités territoriales*, PUF, Thémis, 2è éd. 1998
41. *Libertés publiques*, Hachette, coll. Les Fondamentaux, 2è éd. 1998
42. *Droit administratif des biens*, PUF Thémis, 3è éd. 1999
43. *Introduction à la politique*, 5è éd., Dalloz 2000
44. *La Société française*, Armand Colin, 4è éd., 2001.
45. *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Économica, 4è édition 2001.
46. *Droits fondamentaux et libertés publiques*, 3è éd., Hachette 2001.
47. *Lexique de politique*, Dalloz, 7è éd. 2001.
48. *Les schémas de services collectifs*, LGDJ-Dexia, coll. Politiques locales, 2003.
49. *Droits fondamentaux et libertés publiques*, Hachette, coll. Les fondamentaux, 2è éd. 2005.
50. *Droits fondamentaux et libertés publiques*, Hachette, Les Fondamentaux, 4^e éd., 2010.
51. *Cours de droit administratif* – Université Numérique Juridique Francophone – 2008 :
 - I - L'action administrative :
 - Introduction au droit administratif français
 - Les sources du droit administratif
 - Les atténuations au principe de juridicité
 - La notion de service public
 - Le régime juridique des services publics
 - Les principes régissant les services publics
 - La police administrative
 - La notion d'acte unilatéral de l'administration
 - Le régime juridique des actes unilatéraux
 - La notion de contrat administratif
 - Le régime juridique des contrats administratifs

II – Le contrôle de l'action administrative

- Juridiction administrative et juridiction judiciaire
- Les juridictions administratives
- La responsabilité pour faute de l'administration
- La responsabilité sans faute
- Le préjudice
- Le partage des charges entre l'administration et son agent
- Caractères généraux de la procédure administrative contentieuse
- Les recours
- Le recours pour excès de pouvoir
- L'amélioration de la justice administrative

52. Traité de droit des risques naturels (en collaboration avec C. Cans, I. Diniz, T. Touret) 868 p., Le Moniteur des travaux publics 2014.

Articles

53. Les collectivités locales et la T.V.A., (en collaboration) *Rev. de sc. fin.* 1973, p. 509
54. La répartition des compétences - Bilan et perspectives, *in La décentralisation pour la rénovation de l'État*, PUF 1975
55. Revue de vie administrative en France et à l'étranger, *RDP* 1978, p. 1089 (en collaboration)

1979-1980

56. Note sous T.C. 15 janvier 1979, Caisse de Crédit municipal de Toulon c. Sieur Creus, *AJDA*, 20 octobre 1979, p. 33
57. La réforme des structures locales *in* Chronique de vie administrative française, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1979, p. 316
58. Revue de vie administrative en France et à l'étranger, *RDP*, 1979, p. 141
59. La réforme des finances locales, *in* Chronique de vie administrative, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1980, p. 447
60. La réforme des collectivités locales en France, *RISA*, 1980, p. 179

1981-1982

61. L'État et les calamités naturelles, *RISA*, 1981, p. 1
62. Les intergroupes parlementaires, *RDP*, 1981, p. 1163
63. L'administration des grandes villes en France, *Rev. fr. Adm. publ.* n° 18, avril-juin 1981, p. 7
64. Le rôle des intergroupes parlementaires, *RFSP*, 1982, p. 810

65. La réforme des tutelles, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1982, p. 374
66. Les niveaux d'administration de la loi du 2 mars 1982, *Cahiers du CFPC*, n° 11, 1982

1983-1984

67. Le nouveau département, *in La nouvelle décentralisation*, sous la direction de F. Moderne, Sirey, 1983
68. La deuxième loi sur les compétences, *AJDA*, 1983, p. 466
69. De la solidarité nationale, *RDP*, 1983, p. 899
70. Les régies locales d'électricité et de gaz, *Mélanges Péquignot*, CERAM Montpellier 1984, p. 579
71. Panorama sur le statut de l'élu depuis 1882 jusqu'à l'époque contemporaine, *Cahiers du CFPC*, n° 14, 1984.

1985-1986

72. Niveaux de décentralisation et transferts de compétences, *Cahiers du CFPC*, n° 17, 1985.
73. Les principes de la répartition des compétences, *in La nouvelle répartition des compétences*, Economica, 1985, p. 1
74. Les contrats de plan entre l'État et les régions, *AJDA*, 1985, p. 331
75. La participation à la vie administrative *in Citoyen et Administration*, Cabay-Bruylant, Bruxelles, 1985, p. 95
76. Semper manet. Sur une clause générale de compétence, *RDP*, 1985, p. 1443
77. L'imprévisibilité, *RDP*, 1986, p. 1
78. La subsidiarité en droit administratif, *RDP*, 1986, p. 1515
79. Le législateur, l'assureur et la victime, *RFDA*, 1986, p. 98
80. Réflexions sur la réforme régionale, *RFDA*, 1986, p. 521
81. Les régions et la culture, *RFDA*, 1986, p. 555

1987-1988

82. La participation des citoyens au fonctionnement de l'État en France, *in Droit constitutionnel et droits de l'homme*, Economica, 1987
83. Pie XII et la démocratie, *in Pie XII et la Cité*, Téqui, 1988
84. Le pouvoir hiérarchique *in Encyclopédie de l'administration*, Athènes, 1988
85. La tutelle *in Encyclopédie de l'administration*, Athènes, 1988
86. La coopération entre collectivités territoriales, *Cahiers du C.F.P.C.*, 1988
87. L'État et les enseignements artistiques, *AJDA*, 1988

88. Le rôle des collectivités territoriales dans la commercialisation des produits touristiques, *Tourismes*, numéro spécial, 4ème trimestre 1988, p. 13 et s.

1989-1990

89. Les privatisations en France, AEAP, 1989
90. La protection du patrimoine monumental, *RFDA*, 1989
91. Les contrats de plan État-région et l'aménagement du territoire, *AJDA*, 1989, p. 743 et s.
92. Le contentieux culturel devant le juge administratif, *RDP*, 1989, p. 1607 et s.
93. Jean XXIII, L'enseignement et la culture, in *Jean XXIII et l'ordre du monde*, Nouvelle cité, PUAM, 1989, p. 93 - 118
94. Note sous C.E. 28 novembre 1988, Dubois, *AJDA*, 1989, p. 172
95. La protection du patrimoine culturel, *RFDA*, 1989, p. 757 et s.
96. La danse et le droit, *AJDA*, 1990, p. 84 et s.
97. La notion d'œuvre d'art, *RDP* 1990, p. 1403 et s.

1991-1992

98. Les transformations contemporaines de la démocratie, *Garrigues*, avr.-mai 1991, p. 16
99. Un bicentenaire : la liberté du théâtre, *Rec. Dalloz*, 12 septembre 1991, p. 197
100. Les régions et la recherche, *Rev. adm.*, juill.-août 1991, n° 262, p. 308
101. La décentralisation et le temps, *Rev. de droit public*, 1991, p. 1217
102. Le médiateur du cinéma, *Rev. adm.*, janv.-fév. 1992, n° 265, p. 9
103. La création architecturale, *Act. jur.*, Propr. imm., 10 févr. 1992, p. 89
104. Dix ans de décentralisation, *Rec. Dalloz*, 5 mars 1992, p. 81
105. L'indemnisation des victimes contaminées par le virus du SIDA (loi du 31 déc. 1991), *Act. législ. Dalloz*, 12 mars 1992, p. 35
106. Droit parlementaire, fasc. 1, 155 p., fasc. 2, 91 p., *CNFPT*, 1992
107. Les compétences économiques de la région, *Encyclopédie Benoît*, Collectivités locales, 1992, p. 1757-1 à 1757-50
108. Les compétences culturelles et sociales de la région, *Encyclopédie Benoît*, Collectivités locales, 1992, p. 1762-1 à 1762-58
109. Les aides publiques à la production de films cinématographiques en France, in *IIDA*, Cinéma et télévision, PUAM, 1992, p. 85
110. Mémoire, administration et culture, *Rev. adm.*, juill.-août 1992, n° 268, p. 297
111. SIDA, De la responsabilité à la Garantie sociale, *Rev. fr. de droit adm.*, mai-juin 1992, p. 533
112. La République, *Rec. Dalloz*, 17 sept. 1992, p. 239
113. Le dépôt légal (loi du 20 juin 1992), *Act. législ. Dalloz*, 29 octobre 1992, p. 167
114. La culture, champ de compétence variable, *Cahiers du CNFPT*, n° 36, sept. 1992, p. 14

- 115. Les anamorphoses de la décentralisation, 1ère partie, *Les Petites Affiches*, 13 novembre 1992, p. 4 ; 2ème partie, *Les Petites Affiches*, 18 novembre 1992, p. 19
- 116. Au tour des élus, *Rev. fr. de droit adm.*, nov.-déc. 1992, p. 957
- 117. Les indemnités des élus locaux, *Rev. fr. de droit adm.*, nov.-déc. 1992, p. 978
- 118. Contractualisation et planification, *RDP*, 1992, p. 691
- 119. La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, *Cahiers du CNFPT*, n° 37, déc. 1992, p. 5

1993

- 120. L'évolution des champs de compétence : enjeux actuels et perspectives d'avenir, *in* Management territorial, CNFPT 1993
- 121. Les avatars du cofinancement, *Les Petites Affiches*, 14 juill. 1993, p. 14 et s.
- 122. L'évolution des compétences du département *in* *La décentralisation dix ans après*, LGDJ, 1993, p. 433 et s.
- 123. Le statut de la région *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz 1993, p. 1710-1 et s.
- 124. Le Conseil régional, *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1993, p. 1728-1 et s.
- 125. Les collectivités locales et le développement culturel, *Actualité législative*, Dalloz, 4 mars 1993, p. 25
- 126. La répartition des compétences dans le domaine du tourisme, *Actualité législative*, Dalloz, 3 juin 1993, p. 99
- 127. Le président du Conseil régional, la commission permanente et le bureau *in* *Encyclopédie Collectivités locales*, Dalloz, 1993, p. 1730-1 et s.
- 128. Les autres compétences de la région *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1993, p. 1768-1 et s.
- 129. L'état de la décentralisation, *Rev. adm.* n° 274, juill.-août 1993, p. 362
- 130. La décentralisation entre nouveauté et continuité, *Rev. adm.* n° 275, sept.-oct. 1993, p. 473
- 131. A propos de la réforme de la DGF : quelques réflexions sur les dotations, *Rev. adm.* n° 276, nov.-déc. 1993, p. 605

1994

- 132. Les moyens de la région, *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1994, p. 1788-1 et s.
- 133. Libres interrogations sur l'organisation et la libre administration des collectivités territoriales locales, *Rev. adm.* n° 277, janv.-fév. 1994, p. 61
- 134. Les relations de la région, *in* *Encyclopédie Bénoit*, Collectivités locales, Dalloz, 1994, p. 1793-1 et s.
- 135. Centralizing or discentralizing : France's choice and its discentralizing reform, *Chinese Public administration*, part one 1994, n° 4, p. 46 et s., part two, n° 5, p. 38 et s.

136. Préface à l'ouvrage de M. Sousse, *La notion de réparation de dommages en droit administratif français*, LGDJ, 1994
137. L'intervention des personnes publiques pour réparer les conséquences d'une crise, *in* La crise et le droit de la sécurité civile, *Rev. juridique des pays de Vaucluse*, numéro spécial, 1994, p. 125 et s.
138. La coopération verticale : le cas de la culture, *Les Cahiers du CNFPT*, n° 40, mars 1994, p. 99.
139. Coopération contractuelle et coopération institutionnelle, *Rev. adm.* n° 278, mars-avril 1994, p. 162
140. Les collectivités locales et l'espace rural, *Rev. adm.* n° 279, mai-juin 1994, p. 283
141. Mode et décentralisation, *Rev. adm.* n° 280, juill.-août 1994, p. 410
142. Une décennie de décentralisation vue par le Conseil d'État, *Rev. adm.* n° 281, sept.-oct. 1994, p. 504
143. La nouvelle loi sur la langue française (commentaire de la loi n° 94-665 du 4 août 1994), *Act. législ.* Dalloz, 10 nov. 1994.
144. La prise en charge de l'aléa thérapeutique. L'État et les fonds de garantie, *in* *L'indemnisation de l'aléa thérapeutique*, sous la dir. de D. Truchet, Sirey, 1994, p. 73 et s.

1995

145. Les collectivités locales et la loi de finances pour 1995, *Rev. adm.*, n° 283, janv.-févr. 1995, p. 76.
146. Municipales 1995. Question de date, *Rev. adm.*, n° 284, mars-avr. 1995, p. 179.
147. La réforme des services d'incendie et de secours, *Rev. adm.*, n° 285, mai-juin 1995, p. 279.
148. La décentralisation territoriale dans les réflexions sur la réforme de l'État, *Rev. adm.*, n° 286, juill.-août 1995, p. 408.
149. Les collectivités locales et le paysage, *Rev. adm.*, n° 287, sept.-oct. 1995, p. 521.
150. Le code général des collectivités territoriales, *Rev. adm.*, n° 288, nov.-déc. 1995, p. 615.
151. Gouvernement national et gouvernement local, *Cahiers du CNFPT*, n° 45, nov. 1995, p. 11 et s.
152. L'organisation des pouvoirs locaux dans les États membres de l'Union européenne, *in* Europe, régions, santé, *Cahiers du CERDES*, sept. 1995, p. 9 et s.
153. Bezwaar en beroep *in* het Franse bestuursrecht (Le pouvoir hiérarchique en France et aux Pays-Bas), *Nederlands Tijdschrift voor Bestuursrecht*, nov.-déc. 1995, p. 328 et s.
154. Note sous CAA Nancy, 1ère chambre, 30 juin 1994 (Monuments et sites, champ de visibilité), *Rec. Dalloz-Sirey* 1995, Jurisprudence, p. 377.
155. Centième « première ». Le cinéma a fait son droit, *Rec. Dalloz-Sirey*, 23 mars 1995, p. 83.

1996

156. La fonction législative de l'administration, rapport français, *Annuaire européen d'administration publique*, Volume XVII, 1996, p. 107.
157. Le pacte de stabilité entre l'État et les collectivités locales, *Rev. adm.*, n° 289, janv.-févr. 1996, p. 74.
158. La solidarité financière entre les collectivités locales, *Rev. adm.*, n° 290, mars-avr. 1996, p. 188.
159. Le nouveau statut de la Polynésie française, *Rev. adm.*, n° 291, mai-juin 1996, p. 313.
160. La décentralisation territoriale et les modes de scrutin, *Rev. adm.*, n° 292, juill.-août 1996, p. 426.
161. La responsabilité pénale des élus locaux, *Rev. adm.*, n° 293, sept.-oct. 1996, p. 551.
162. Les communes et la santé publique, *Rev. adm.*, n° 294, nov.-déc. 1996.
163. Propiedad privada y protección del patrimonio (Propriété privée et protection du patrimoine en France) *in* Propiedad, expropiación y responsabilidad, La garantía indemnizatoria en el derecho europeo y comparado, J. Barnès coordinador, Technos, Junta de Andalucía 1996, p. 409.
164. Sur la conception française du service public, *Rec. Dalloz-Sirey*, 11 janv. 1996, p. 9.
165. Le droit au service de la culture, Universités, *AUPELF-UREF*, vol. 17, n° 2, juin 1996, p. 35.
166. L'État et l'entreprise culturelle, Universités, *AUPELF-UREF*, vol. 17, n° 2, juin 1996, p. 36.
167. Le conseil régional *in Encyclopédie Benoît des collectivités locales*, Dalloz, 1996, p. 1725-1 et s.
168. La certification, outil de la modernité normative, *Rec. Dalloz-Sirey*, 21 nov. 1996, p. 355 et s.
169. Préface à l'ouvrage de J.-F. Poli, *La protection des biens culturels meubles*, LGDJ 1996.

1997

170. Les rapports entre criminalité organisée et ordre politique, *in Criminalité organisée et ordre de la société*, ISPEC-LRDD, PUAM, 1997, p. 131.
171. Préface à l'ouvrage de Dorian KELBERG, *Les pouvoirs publics et la chanson française*, PUAM 1997, 2 vol..
172. Le développement socio-économique régional en France ; Sociálny a ekonomický rozvoj regiónov vo Francúzsku, Ambassade de France, Bratislava.
173. Introduction à la Table ronde sur L'administration et l'environnement en Europe, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM, 1997.
174. Le service départemental d'incendie et de secours, *in* La réforme des services d'incendie et de secours, *Les cahiers juridiques du Centre de recherches et d'études sur le droit appliqué à la sécurité civile* (CREDASC), Avignon 1997, p. 15.
175. Faut-il créer la catégorie de l'établissement public local ? *Rev. adm.*, janv.-févr. 1997, n° 295, p. 78.

176. La décentralisation, une construction inachevée, *Rev. adm.*, mars-avr. 1997, n° 296, p. 182.
177. La décentralisation souhaitée, un horizon chimérique, *Rev. adm.*, mai-juin 1997, n° 297, p. 310.
178. La fracture civique, la citoyenneté et les collectivités locales, *Rev. adm.*, juill.-août 1997, n° 298, p. 440.
179. Les collectivités locales et la politique d'élimination des déchets, *Rev. adm.*, sept.-oct. 1997, n° 299, p. 553.
180. Les voies de l'intercommunalité. Le cas de l'aide sociale, *Rev. adm.*, nov.-déc. 1997, n° 300.
181. Territorialisation et déterritorialisation de l'action publique, *AJDA*, oct. 1997, p. 723.
182. La région dans le système politique et administratif français, *Région et administration publique*, n° 1, oct. 1997, CER, Aix-en-Provence, p. 23.
183. Ontwikkelingen *in* het Franse bestuursprocesrecht, (Le contentieux administratif en France en 1996), *Nederlands Tijdschrift voor Bestuursrecht*, nov. 1997, p. 339.
184. Les aides au cinéma en France, *Auteurs et médias*, Larcier, Louvain-la-Neuve, n° 3, nov. 1997, p. 244.
185. Les instruments prévisionnels non décisionnels de l'action administrative, *Rec. Dalloz*, 4 déc. 1997, p. 379.

1998

186. La République et la solidarité *in* *Éthique sociale - Éthique sociale chrétienne, éthique et solidarité*, Centre de recherches en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, Librairie de l'Université, Aix-en-Provence 1998, p. 199 et s..
187. Préface à l'ouvrage de M. Sousse, *Droit public des contrats de construction*, LGDJ, coll. Clefs, 1998.
188. L'émergence de l'interrégionalité, *LPA* 23 septembre 1998, p. 4 et s..
189. L'intérêt général existe-t-il encore ? *Rec. Dalloz*, n° 35, 8 oct. 1998, p. 327.
190. Introduction à la Table ronde sur « Autorité et contrat dans l'administration moderne », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM 1998.
191. Le statut constitutionnel des collectivités locales, *Le Courrier juridique des finances*, n° 93, déc. 1998, p. 3 et s..
192. Le bilan juridique de la décentralisation, *Le Courrier juridique des finances*, n° 93, déc. 1998, p. 41 et s..
193. Où vont les collectivités locales ?, *Rev. adm.*, n° 301, janv.-févr. 1998, p. 164 et s..
194. Les régions entre souvenirs et avenir, *Rev. adm.*, n° 302, mars-avr. 1998, p. 297 et s..
195. Les modulations tarifaires des services publics locaux et le principe d'égalité, *Rev. Adm.*, n° 303, mai-juin 1998, p. 406 et s..
196. Le vote des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales, *Rev. adm.*, n° 304, juill.-août 1998, p. 510 et s..

197. Les dépenses obligatoires des collectivités territoriales, *Rev. adm.*, n° 305, sept.-oct. 1998, p. 632 et s..
198. Un aspect de l'aide : la PSD et les départements (I), *Rev. Adm.*, n° 306, nov.-déc. 1998, p. 758 et s..
199. La chaîne culturelle franco-allemande : Arte in *La coopération franco-allemande en Europe à l'aube du XXI^e siècle*, PUAM 1998, p. 755 et s.
200. La coopération communale en France in *La décentralisation en France et en Corée*, ACOFPRAD 1998.
201. Les médias, un pouvoir institutionnalisé ? in *Les 40 ans de la V^eme République*, *RDP* n° 5-6 1998, p. 1625 et s.

1999

202. Préface à l'ouvrage de E. Le Borgne, *Le recrutement de la filière culturelle de la fonction publique territoriale*, PUAM 1999.
203. Préface à l'ouvrage de G. Glaise, *La notion d'assurance et les collectivités locales*, PUAM 1999.
204. La conception française du service public in *Léon Duguit et le service public aujourd'hui*, sous la dir. de A. Bockel, Galatasaray Univertesi Yoyinlari, 1999, p. 105 et s.
205. Les collectivités locales françaises et la mondialisation, *Glocalization*, Klafir, Séoul 1999, p. 427 et s.
206. Préface à l'ouvrage de D. Jean-Pierre, *La déontologie du fonctionnaire*, LGDJ, Bibl. de droit public, 1999.
207. Philosophie juridique du service public culturel, *L'observatoire des politiques culturelles*, n° 17, printemps 1999, p. 13 et s.
208. Introduction à la Table ronde sur « Administration et police en Europe », *Annuaire Européen d'Administration Publique* 1998, PUAM 1999.
209. Un aspect de l'aide sociale : la PSD et les départements, *Rev. adm.*, 1999, n° 307, p. 52.
210. La régionalisation des élections régionales, *Rev. adm.*, 1999, n° 308, p. 175.
211. Les réformes du fonctionnement des conseils régionaux, *Rev. adm.*, 1999, n° 309, p. 295.
212. Celle que l'on n'attendait plus : la loi sur les polices municipales, *Rev. adm.*, 1999, n° 310, p. 416.
213. La nouvelle réforme des structures de la coopération intercommunale, *Rev. adm.*, 1999, n° 311, p. 516.
214. Les instruments financiers de l'intercommunalité de projet, *Rev. adm.*, 1999, n° 312, p. 629.

2000

215. À quoi servent les lois ? *Rec. Le Dalloz*, 27 janv. 2000, p. 57.
216. Le droit administratif et la complexité, *AJDA*, 2000, p. 187.
217. Introduction à F. Laurie, *Schémas directeurs et coopération intercommunale*, PUAM 2000.

218. Introduction à F. Blanco, *La planification dans le domaine hospitalier*, PUAM 2000.
219. Les cartes et schémas : de nouvelles interrogations pour la décentralisation, *in Cartes, schémas et décentralisation*, PUAM 2000.
220. La répartition des compétences *in La souveraineté partagée en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé*, Doc. fr. 2000.
221. La réforme de la fonction publique en France *in Fonction publique : vers une privatisation ? Études de droit administratif*, Schulthess, Zürich, 2000, p. 117.
222. Le service public culturel existe-t-il ? *in Culture et service public*, n° spécial AJDA sept. 2000, p. 8.
223. Entre le local, le national et le supranational : les droits culturels *in Culture et service public*, n° spécial AJDA, sept. 2000, p. 50.
224. Les données juridiques de l'identité culturelle, *RDP* 2000, n° 5, p. 1271.
225. Les avancées toujours renouvelées de l'autonomie locale : le cas des TOM, *Rev. adm.*, janv.-févr. 2000, n° 307, p. 67.
226. La CMU et les collectivités locales, *Rev. adm.*, mars-avr. 2000, n° 308, p. 175.
227. Le théâtre et les collectivités locales, *Rev. adm.*, mai-juin 2000, n° 309, p. 280.
228. Sur d'éventuelles précisions constitutionnelles relatives à la libre administration, *Rev. adm.*, juill.-août 2000, n° 310, p. 385.
229. Le rapport sénatorial "Pour une république territoriale". L'état des lieux. *Rev. adm.*, sept.-oct. 2000, p. 510.
230. Propositions pour une relance de la décentralisation : le Sénat, la Commission Mauroy, *Rev. adm.*, nov.-déc. 2000, p. 623.
231. Introduction à la Table ronde sur « Le régime administratif des cultes en Europe », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM 2000.

2001

232. Les contrats de plan État-régions 2000-2006, *Rev. adm.*, janv.-fév. 2001, n° 319, p. 58.
233. L'expérimentation et les collectivités locales, *Rev. adm.*, n° 320, mars-avr. 2001, p. 169.
234. L'aménagement du territoire, les schémas et les collectivités locales, *Rev. adm.*, n° 321, mai-juin 2001, p. 299.
235. Petite halte d'été sur quelques grands et petits problèmes de la rentrée, *Rev. adm.*, n° 322, juill.-août 2001, p. 395.
236. Un chantier régulièrement repris et toujours inachevé : le statut des élus locaux, *Rev. adm.*, n° 323, sept.-oct. 2001, p. 504.
237. La décentralisation est-elle une idée dépassée ? *Rev. adm.*, n° 324, nov.-déc. 2001, p. 621.
238. *Dictionnaire des politiques culturelles*, Larousse 2001. Entrées : Accords internationaux, Aménagement culturel du territoire, Américanisme, Antiaméricanisme, Fonds national d'art contemporain, Fonds régional d'art contemporain, Partenariat.

239. L'emprunt des techniques du droit constitutionnel par le droit des collectivités locales, *in Les collectivités locales et le droit. Les mutations actuelles*, Dalloz 2001.
240. L'article 12 du Préambule de 1946 *in Le Préambule de 1946*, Dalloz 2001.
241. Entre dissonances et consonances : la politique musicale, *in La musique et le droit*, PUAM 2001.
242. Le juge communautaire, la langue française et les consommateurs, note sous CJCE 12 sept. 2000, Le Dalloz, *Cahier de droit des affaires*, 3 mai 2001, n° 18/7027, p. 1458.
243. L'obligation pour la Commission des opérations de bourse d'utiliser le français dans ses prospectus, note sous C.E. Sect. 20 déc. 2000, M. Géniteau, *AJDA*, mai 2001, p. 489.
244. La situation d'ensemble des transferts de compétences, *in La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000*, PUAM 2001, p. 421.
245. Préface à l'ouvrage d'E. Roux, *La démission en droit public français*, PUAM 2001.
246. Préface à l'ouvrage de F. Rey, *Les collectivités locales et l'art dramatique*, PUAM 2001.
247. Préface à l'ouvrage de J. Page, *Du partage des compétences au partage de la souveraineté : des territoires d'outre-mer aux « pays d'outre mer*, PUAM 2001.
248. Introduction à la Table ronde sur « L'administration et la création artistique », *Annuaire Européen d'Administration Publique*, PUAM 2001.
249. La mondialisation et les États, *Guarrigues*, n° 73, janv.-févr.-mars 2001, p. 10.
250. La coopération institutionnelle. Rôle des collectivités locales dans le développement de la coopération économique, *in La coopération régionale dans le bassin méditerranéen*, sous la dir. de G. Benhayoun, R. Bar-El, E. Menipaz, M. Lhéritier, L'Harmattan 2001, p. 177.

2002

251. Histoire des communes sous la IV^{ème} République, *in Les communes et le pouvoir de 1789 à nos jours*, sous la dir. de L. Fougère, J-P Machelon, F. Monnier, PUF 2002, p. 510 à 544.
252. Histoire des communes sous la IV^{ème} République, *in Les communes et le pouvoir de 1789 à nos jours*, sous la dir. de L. Fougère, J-P Machelon, F. Monnier, PUF 2002, p. 545 à 644.
253. Sur un éventuel droit d'accès aux manifestations culturelles organisées sur la voie publique, *Rev. adm.*, janv.-févr. 2002, n° 325, p. 72.
254. La démocratie de proximité : les citoyens, les élus locaux et les décisions locales, *Rev. adm.*, mars-avril 2002, n° 326, p. 160.
255. La démocratie de proximité : de la démocratisation appliquée aux élus, *Rev. adm.*, mai-juin 2002, n° 327, p. 280.
256. Pour une reconnaissance de la notion de collectivité chef de file, *Rev. adm.*, juill.-août 2002, n° 328, p. 402.
257. Pourquoi de nouvelles lois de décentralisation ? *Rev. adm.* sept.-oct. 2002, n° 329, p. 503.

- 258. L'administration territoriale : le crépuscule de l'uniformité ? *Rev. adm.*, nov. 2002, p. 628.
- 259. L'établissement public de coopération culturelle, un nouvel outil pour la culture ? *AJDA*, 2002, p. 430.
- 260. Les autorisations données par le président du conseil général en matière sanitaire et sociale, *in Mélanges L. Dubouis*, Dalloz 2002, p. 871.
- 261. Les constantes de la société française, *Rev. pol. et parl.*, n° 1017-1018, mars-avril 2002, p. 23.
- 262. Les contrats de prestations en France, *in Les contrats de prestations*, éd. par F. Bellanger et T. Tanquerel, Helbing et Lichtenhahn, Genève-Bâle-Munich, 2002, p. 55.
- 263. Transferts de compétences et décentralisation dans le domaine du patrimoine, *AJDA*, 23 sept. 2002, p. 794.
- 264. Décentralisation et expérimentation, *AJDA*, 28 oct. 2002, p. 1037.
- 265. Introduction à la Table ronde sur « L'administration et la gestion administrative des risques », *Annuaire Européen d'Administration Publique* 2001, PUAM 2002.
- 266. La disciplina dei beni culturali nell'ordinamento giuridico francese, *Diritto et gestion ne dell'ambiente*, 2002-3, p. 625 et s.

2003

- 267. Actualité, continuité et difficultés des transferts de compétences entre l'État et les collectivités territoriales, *RFDA*, janv.-févr. 2003, p. 35 et s.
- 268. Quelle assurance pour les collectivités territoriales ? *AJDA*, 11 mars 2003, p. 409.
- 269. Introduction au colloque de l'École doctorale Sciences juridiques et politiques : « Quel droit pour le XXI^e siècle ? », PUAM 2003.
- 270. La notion de compétences régaliennes dans la problématique de la répartition des compétences entre les collectivités publiques, *RDP*, janv.-févr. 2003, p. 193 et s.
- 271. Le contrôle de la qualification d'œuvre d'expression originale française ou européenne, note sous CE 15 nov. 2002, *SA Globe Trotter Network*, *AJDA*, 3 février 2003, p. 190 et s.
- 272. Le dommage et le préjudice, *in Vers de nouvelles normes en droit de la responsabilité publique ?*, Les colloques du Sénat, Sénat 2003, p. 117 et s.
- 273. L'Europe des collectivités territoriales, *AJDA*, 12 mai 2003, n° 18, p. 913.
- 274. La politique et le théâtre, *in Droit et théâtre*, Ass. H. Capitant, PUAM 2003, p. 37 et s.
- 275. Le français et la loi, *in M. Landick (sous la dir. de) La langue française face aux institutions*, L'Harmattan 2003, p. 25 et s. (colloque du 24 nov. 2000 - Royal Holloway).
- 276. L'auteur, le lecteur et les bibliothèques, *AJDA*, 25 août 2003, p. 1409.
- 277. Introduction à la Table ronde du Centre de Recherches Administratives sur « 25 ans de réformes administratives. Pour quel avenir ? Bilan et perspectives », *Annuaire Européen d'Administration Publique* 2002, PUAM 2003.

- 278. La loi organique relative à l'expérimentation par les collectivités territoriales, *AJDA*, 29 sept. 2003, p. 1715 et s.
- 279. La puissance publique et la prévention des risques, *AJDA*, 6 oct. 2003, p. 1752 et s.
- 280. La qualification discutable d'œuvre audiovisuelle attribuée à l'émission Popstars, note sous CE 30 juill. 2003, *AJDA*, 25 oct. 2003, p. 1876.
- 281. Les jardins collectifs du XIXe au XXIe siècle, *AJDA*, 24 nov. 2003, 2113.
- 282. L'interprétation par l'administration de l'article 2 de la loi du 4 août 1994, *AJDA*, 24 nov. 2003, p. 2156.
- 283. Préface à l'ouvrage de P. Mozol, *La participation des habitants à la vie locale*, PUAM 2003.
- 284. L'État, les communes et les biens vacants et sans maître, *Rev. adm.*, n° 331, janv.-févr. 2003, p. 64.
- 285. La République décentralisée de J.-P. Raffarin, *Rev. adm.*, n° 332, mars-avr. 2003, p. 187.
- 286. Le rôle des collectivités territoriales dans la construction européenne, *Rev. adm.*, mai-juin 2003, p. 273.
- 287. Élections régionales : les nouvelles règles, *Rev. adm.*, juill.-août 2003, p. 403.
- 288. La préservation du patrimoine naturel et la politique de collaboration entre les collectivités, *Rev. adm.*, sept.-oct. 2003, p. 536.
- 289. Les lois organiques de l'été 2003, *Rev. adm.*, nov.-déc. 2003, p. 622.

2004

- 290. Présentation générale de la loi du 30 juillet 2003, dite Bachelot au colloque sur « La prévention des risques » du 2 avril 2004 à Nîmes à la Maison du Notariat.
- 291. Quel transfert des monuments historiques aux collectivités territoriales ? Réflexions sur le rapport de la commission Rémond, *AJDA* n° 1, 12 janvier 2004, p. 12.
- 292. Introduction au colloque de l'École doctorale « Sciences juridiques et politiques » 2003, La dignité, PUAM 2004.
- 293. Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer, Zehn Jahre Deutsche-Französische Verwaltung-Kolloquien zwischen der Deutschen Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer und der Ecole nationale d'administration, Strasbourg-Paris, La réforme constitutionnelle des collectivités territoriales, Speyer 2004, p. 13 et s.
- 294. La marche vers la dématérialisation, *AJDA*, 9 févr. 2004, p. 233.
- 295. La commune, la plaquette et le droit moral de l'auteur au respect de son œuvre, note sous CAA Marseille 31 déc. 2003, *Mme Cozette de Charmoy*, *AJDA*, 5 avr. 2004, p. 718.
- 296. L'architecture, l'architecte et la Cité, *AJDA*, 19 avr. 2004, p. 793.
- 297. État, justice et société, *Garrigues* n° 85, janv.-mars 2004, p. 13.
- 298. Le droit administratif et l'utopie, *AJDA*, 17 mai 2004, p. 1001.

299. La loi du 11 juillet 2001. Présentation générale des enjeux juridiques de la loi, *in Mayotte dans la République*, Actes du colloque de Mamoudzou, Montchrestien 2004, p. 101.
300. Le code du patrimoine, *AJDA*, 5 juill. 2004, p. 1330.
301. Qu'est-ce qu'un livre ? Note sous CAA Marseille 10 févr. 2004, *Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie c/SARL Loisirs Distribution*, *AJDA*, 5 juill. 2004, p. 1323.
302. Les collectivités territoriales, les NTIC et la culture *in* Les mutations technologiques, institutionnelles et sociales dans l'économie de la culture, sous la dir. de R. Teboul, L'Harmattan 2004, p. 95 et s..
303. Note sous TA Paris, 7^o sect., 2^o ch., 11 mars 2004, *SACD et autres*, *Légipresse*, n^o 213, juill.-août 2004, p. 124.
304. La police des spectacles *in* Les contentieux du spectacle vivant, Champs libres, L'Harmattan 2004, p. 33.
305. Le tiers en droit administratif français *in* *Les tiers dans la procédure administrative*, T. Tanquerel et F. Bellanger, ed. Schulthess, Genève-Zurich-Bâle, 2004, p. 575.
306. Introduction à l'ouvrage *Le domaine public et les collectivités territoriales*, PUAM 2004.
307. Introduction à la Table ronde du Centre de Recherches Administratives sur : « L'évolution de la fonction publique : vers une européanisation ? », *Annuaire européen d'administration publique 2003*, Tome XXVI, PUAM 2004.
308. Marchés publics et culture, *Légicom*, n^o 31, 2004/2, p. 65.
309. Les nouvelles compétences de la région, *AJDA*, 25 oct. 2004, p. 1968.
310. La responsabilité d'une collectivité publique pour non-respect d'une clause de donation, note sous CAA Marseille 28 juin 2004, *Ville de Nice*, *AJDA*, 1er nov. 2004, p. 2065.
311. L'utilisation des crédits de recherche et le président de l'Université, note sous CE 9 juin 2004, *Recueil Dalloz*, 11 nov. 2004, p. 2877.
312. Les expérimentations en matière de patrimoine, *Pouvoirs locaux*, n^o 63, déc. 2004, p. 72.
313. Les relations de trésorerie entre les collectivités territoriales et l'État, *Rev. adm.*, n^o 337, janv. 2004, p. 53.
314. Les départements et la protection des espaces naturels, *Rev. adm.*, n^o 338, mars 2004, p. 159.
315. Le projet de loi sur les responsabilités locales, *Rev. adm.*, n^o 339, mai 2004, p. 298.
316. Sur des notions controversées : « Ressources propres », « Ensemble des ressources », « Part déterminante », *Rev. adm.*, n^o 340, juill. 2004, p. 397.
317. Un instrument renouvelé : les associations syndicales de propriétaires, *Rev. adm.*, n^o 341, sept. 2004, p. 406.
318. Les réformes de l'intercommunalité dans la loi, « Libertés et responsabilités locales », *Rev. adm.*, n^o 342, nov. 2004, p. 623.
319. Culture et service public, Frankreich-Zentrum Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, Sommerkurs 2001, France-Cultures, 2004, p. 55 et s..

2005

320. Le patrimoine culturel change de mains, *La Semaine juridique Administration et collectivités territoriales*, 10 janvier 2005, 1011.
321. Décentralisation culturelle : nouvelle étape. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, *L'observatoire des politiques culturelles*, n° 27, hiver 2005, p. 26.
322. Le volet territorial des contrats de plan Etat-régions *in Contractualisation et territoires : les contrats d'agglomération*, Les Cahiers du GRIDAUH, n° 12, 2005, p. 89-120.
323. La simplification, illusion dangereuse, *AJDA*, 21 févr. 2005, p. 345.
324. Les limites du pouvoir réglementaire du Conseil national des barreaux, note sous CE 17 nov. 2004, *Sté d'exercice libéral Landwell et associés, Sté d'avocats Ey Law*, *AJDA*, 14 févr. 2005, p. 319.
325. Droit civil et droits, Introduction au colloque de l'Ecole doctorale Sciences juridiques et politiques, PUAM 2005.
326. Préface à l'ouvrage de H. Jeon, L'autonomie des collectivités locales et le contrôle des actes des collectivités territoriales en Corée, PUAM 2005.
327. La prévention des risques. Présentation générale de la loi du 30 juillet 2003 dite « loi Bachelot », *in* Prévention des risques, PUAM 2005, p. 11 et s.
328. Pourcentages, *AJDA*, 9 mai 2005, p. 969.
329. La commune ne peut être tenue responsable du fait de l'emphytéote, note sous CE 16 févr. 2005, *M. et Mme Maurel*, *AJDA*, 23 mai 2005, p. 1073.
330. Linéaments de l'évolution de la responsabilité médicale à l'hôpital, *in* La responsabilité hospitalière et la loi du 4 mars 2002, colloque CRA-CAA de Marseille, PUAM 2005, p. 9 et s.
331. L'homme est-il un loup pour le loup ?, note sous CE 20 avr. 2005, *Association pour la protection des animaux sauvages et autres*, *AJDA*, 4 juill. 2005, p. 1398.
332. Le juge administratif ne peut connaître du refus d'un préfet de prendre un déclinatoire de compétence, note sous CE 20 avr. 2005, *Régie départementale des transports de l'Ain et autres*, *AJDA*, 18 juill. 2005, p. 1509.
333. De la théorie à la pratique, *in* *Le devenir du droit comparé en France*, sous la dir. de J. du Bois de Gaudusson, PUAM 2005, p. 41.
334. Préface à l'ouvrage de F. Blanco, La loi du 4 mars 2002 et les commissions régionales de conciliation et d'indemnisation (CRCI), PUAM 2005.
335. Faut-il oublier les schémas de services collectifs, *AJDA*, 19 sept. 2005, p. 1705.
336. Le schéma régional de développement économique, *Rev. Lamy collectivités territoriales*, sept. 2005, p. 48.
337. L'administration et l'énergie en Europe, Introduction à l'*Annuaire Européen d'Administration Publique*, Volume XXVII, PUAM 2005, p. 13 et s.
338. De 1 % en 1 %, *AJDA*, 14 nov. 2005, p. 2089.

- 339. Simplification et décentralisation pour les secteurs sauvegardés et les monuments historiques, *AJDA*, 14 nov. 2005, p. 2106.
- 340. Les protocoles de décentralisation culturelle : bilan et perspectives, *La Semaine juridique Administration et collectivités territoriales*, 28 nov. 2005, p. 1374.
- 341. Préface à l'ouvrage d'O. Gabarda, *Essai sur le principe de conventionnalité internationale en droit public français*, PUAM 2005.
- 342. L'état des finances locales et les réformes prévues par la loi de finances pour 2005, *Rev. adm.*, janv. 2005, n° 343, p. 65.
- 343. Le logement social et la construction, *Rev. adm.*, mars 2005, n° 344, p. 177.
- 344. Le logement social et la construction (suite), *Rev. adm.*, mai 2005, n° 345, p. 271.
- 345. Le dix-neuvième rapport sur le contrôle de légalité, *Rev. adm.*, juill. 2005, n° 346, p. 389.
- 346. L'avenir des contrats de plan État-régions, *Rev. adm.*, sept. 2005, n° 347, p. 510.
- 347. La réforme de la sécurité civile et les communes, *Rev. adm.*, nov. 2005, n° 348, p. 636.
- 348. Les types de contrats administratifs en France, *Kyung Hee University Law Review*, 2005, n° 40-1, p.248-276.

2006

- 349. Responsabilités, responsabilité de l'Etat, *AJDA*, 16 janvier 2006, p. 57.
- 350. Le report des élections locales et sénatoriales, *Rev. adm.*, janvier 2006, n° 349, p. 70.
- 351. Un schéma d'assainissement n'est pas un document d'urbanisme, note sous CE Avis du 26 oct. 2005, *Association Défendre la qualité de la vie à Plan-d'Aups-Ste Baume, AJDA*, 16 janv. 2006, p. 105.
- 352. De la distinction parfois difficile entre subvention et délégation de service public, note sous CAA Marseille 4 juill. 2005, *M. et Mme Jean-Louis Armand, AJDA*, 20 févr. 2006, p. 369.
- 353. Considérations sur la clause générale de compétence, *Pouvoirs locaux*, n° 68, 1/2006, p. 53.
- 354. La culture européenne dans la mondialisation *in* Europe et mondialisation, Europa und die Globalisierung, PUAM 2006, p. 31.
- 355. L'injonction : remarques générales sur dix ans d'application de la loi, *Rev. juridique nîmoise*, n° 1, PUAM 2006, p. 21.
- 356. Nouvelles observations sur la clause générale de compétence, *in La profondeur du droit local*, Mél. J.-C. Douence, Dalloz 2006, p. 365.
- 357. La transparence administrative. Aspects français et européens, *in Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Dokumentation zum 12. Deutsch-Französischen Verwaltungskolloquium*, Speyerer Arbeitscheft n. 182, p. 10.
- 358. La prévention par la planification. Systèmes d'alerte et schémas de prévention des risques naturels *in L'appréhension juridique du risque*, Centre d'étude et de recherche sur les transformations de l'action publique, Université de Perpignan Via Domitia, 2006, p. 70

359. Continuité ou rupture : le transfert des routes aux collectivités territoriales, *Rev. adm.*, mars 2006, n° 350, p. 183
360. Prévenir pour se prémunir, *AJDA*, 10 avr. 2006, p. 729.
361. L'affaire du Clémenceau devant le juge des référés, *AJDA*, 10 avr. 2006, p. 761.
362. Évolutions récentes de l'intérêt à agir des syndicats, note sous CE 28 déc. 2005, Union syndicale des magistrats administratifs, *AJDA*, 8 mai 2006, p. 940.
363. La décentralisation « entre ferveur et désenchantement », *Rev. adm.*, n° 351, mai 2006, p. 295.
364. De la sécurité, *AJDA*, 22 mai 2006, p. 1009.
365. La sécurité alimentaire, *Hanyang Law Review*, vol. 23, n° 1, juin 2006, pp. 489-526.
366. Remarques sur la simplification du droit, in *La simplification du droit*, PUAM 2006, p. 7.
367. La politique culturelle et l'utopie, in *L'homme, ses territoires, ses cultures*, Mél. A.-H. Mesnard, LGDJ 2006, p. 285.
368. Droits en concurrence, *AJDA*, 10 juill. 2006, p. 1353.
369. Les régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales, *Rev. adm.*, n° 352, p. 415.
370. Le droit administratif en France et au Japon, *La lettre du CLAIR*, n° 59, été 2006, p. 4.
371. Quels territoires pertinents pour la prévention des risques ?, in *La décentralisation de l'environnement, territoires et gouvernance*, PUAM 2006, p. 171.
372. Charte européenne de l'autonomie locale : enfin ?, *AJDA*, 11 sept. 2006, p. 1577.
373. Les sociétés publiques locales d'aménagement, *Rev. adm.*, n° 353, sept. 2006, p. 533.
374. L'injonction : remarques rétrospectives et prospectives sur un pouvoir attribué au juge administratif, in *L'injonction et l'exécution des décisions de justice*, PUAM 2006, p. 9.
375. L'évolution de la répartition des compétences in *Les collectivités françaises d'Amérique au carrefour des institutions*, sous la dir. de J.-Y. Faberon, La Doc. Fr., 2006, p. 141.
376. Les marchés publics en Europe, Introduction à l'Annuaire Européen d'Administration Publique, PUAM 2006.
377. Qu'est-ce que le droit administratif ?, *AJDA*, 23 octobre 2006, p. 1937.
378. Les contrats urbains de cohésion sociale, *Rev. adm.*, n° 354, novembre 2006, p. 629.
379. Préface à l'ouvrage de L. Desfonds, Langage et conceptualisation du contentieux provisoire des décisions administratives, PUAM 2006.
380. Le service public culturel, *Public Law, Korean public Law Association*, vol. 35-2, déc. 2006, p. 481.
381. L'accès aux documents administratifs, *Kyung Hee University Law Review*, 2006, n° 41-2, p. 10-36

382. La politique culturelle et l'utopie, *in L'homme, ses territoires, ses cultures*, Mélanges offerts à A.-H. Mesnard, LGDJ 2006, p. 285.

2007

383. Liberté d'opinion, liberté de croyance et de religion, laïcité, *in Protection des libertés et des droits fondamentaux*, sous la dir. de T. Renoux, La Documentation française, 2007, p. 112 et s.
384. Les principes de la compensation financière des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales, *in La compensation financière des transferts de compétences aux collectivités territoriales en France et au Japon*, PUAM 2007, p. 133 et s.
385. La problématique du territoire et du droit *in Droit de complexité. Pour une nouvelle intelligence du droit vivant*, sous la dir. de M. Doat, J. Le Goff et P. Pédrot, PUR 2007, p. 39.
386. Les Français entre grands principes et réalités prosaïques, *Rev. pol. et parl.* n° 1042, janv.-mars 2007, n° spécial « 2007 : le modèle français à l'épreuve », p. 11 et s.
387. Préface à O. Amiel, *Le financement public du cinéma dans l'Union européenne*, LGDJ 2007.
388. De la clémence administrative, *AJDA* 8 janv.2007, p. 1.
389. Mode d'emploi pour la gestion des services publics culturels. Réflexions à propos de CE 6 avr. 2007, *Commune d'Aix-en-Provence*, *JCP A*, 21 mai 2007, n° 2128.
390. La gestion industrielle et commerciale des services publics culturels, *JCP A* 18 juin 2007, n° 2160.
391. Le contentieux administratif des interventions culturelles, *AJDA* 16 juill. 2007, p. 1388.
392. Pourquoi tant de normes ?, *AJDA* 2007, p. 769.
393. Modalités de passation d'un marché de décoration d'une construction publique, note sous TA Montpellier 13 déc. 2006, *M. Pierre Garçon*, *AJDA* 14 mai 2007, p. 977.
394. La France, modèle atypique d'Etat, Les formes d'Etat aujourd'hui, *Politeia*, n° 12, automne 2007, p. 193 et s.
395. La notion de culture et l'exception culturelle, *in Le financement de la culture*, sous la dir. de G. Orsoni, *Economica* 2007, p. 1 et s.
396. Les petits territoires de la France lointaine : Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques, *RFDA* 2007, p. 656.
397. La personnalité publique, notion anisotrope, *RFDA* 2007 n° 5, sept.-oct. 2007, p. 979 et s.
398. Intérêt national, intérêt local, *AJDA* 10 sept. 2007, p. 1617.
399. Parlement et administration en Europe, Introduction à l'Annuaire Européen d'Administration Publique, PUAM 2007, p. 13 et s..
400. Le droit de la prévention des risques, droit en devenir des sociétés développées d'aujourd'hui et de demain, *in Les plans de prévention des risques*, PUAM 2007, p. 11 et s.

2008

401. Les étrangetés du service public, *AJDA* 2008, p. 65.
402. Aujourd'hui les chiens, *AJDA* 2008, p. 217.
403. Des CPER aux CPER : les contrats de projet 2007-2013, *AJDA* 2008, p. 1653.
404. Langues régionales : la porte ouverte ? *AJDA* 2008, p. 2193.
405. Les pollutions marines et l'environnement, *The Journal of European Law*, 2008.8, p. 7 et s.
406. Avant-propos à J.-C. Barbato, *La diversité culturelle en droit communautaire*, PUAM 2008.
407. Le nouveau droit de la propriété publique. Genèse, principes et objectifs de la réforme, *Revue juridique nîmoise*, n° 3, PUAM 2008, p. 13 et s.
408. L'application des lois, un effort toujours recommencé, *JCP A* 2008, p. 277 (14).
409. Du danger présenté par certains chiens, et des moyens d'y remédier, *JCP A* 2008, p. 608 (28).
410. Les personnes publiques, le cinéma et la concurrence, *JCP A* 2008, 633 (29).
411. Légalité du retrait de carte professionnelle de conducteur de taxi, note sous CAA Paris 8 octobre 2007, n° 06 PA00154, *JCP* 2008, 2011 (3).
412. La responsabilité contractuelle de l'État dans ses relations avec les collectivités territoriales, note sous CE 21 décembre 2007, n° 293 260, 293 261, 293 262, 293 263, *JCP A* 2008, 2050 (9).
413. Cour administrative d'appel de Marseille – Décisions de septembre à décembre 2007, *JCP A* 2008, 2109 (18).
414. Le permis à points et la procédure de retrait de points, note sous CE Avis 31 mars 2008, n° 311095, *JCP A* 2008, 2140 (23).
415. Qualification juridique d'une mesure de fermeture administrative d'un débit de boissons, note sous CE 21 mars 2008, n° 298 100, *JCP A* 2008, 2198 (38).
416. Nature juridique des comptes rendus de l'Académie des sciences, note sous CE 18 juin 2008, n° 254 876, *JCP A* 2008, 2210 (40).
417. L'intérêt public justifie la suspension des travaux en matière de fouilles, note sous CE 25 juillet 2008, n° 314 707, *JCP A* 2008, 2233 (42-43).
418. Cour administrative d'appel de Marseille. Décisions de janvier à mars 2008, *JCP A* 2008, 2277 (49-50).
419. Défense nationale et collectivités territoriales, *Rev. adm.* 2008, n° 361, p. 63.
420. Les relations entre l'État et les collectivités territoriales. Le rapport Alain Lambert, *Rev. adm.* 2008, n° 363, p. 289.
421. Les collectivités territoriales et les règles communautaires de concurrence relatives aux aides publiques, *Rev. adm.* 2008, n° 366, p. 631.
422. Menues observations suggérées par le code général de la propriété des personnes publiques, *Rev. juridique nîmoise*, n° 3, PUAM 2008, p. 13 et s.
423. Les collectivités locales et la culture : des compétences partagées et des initiatives diversifiées, in *Les collectivités locales : la culture en France et au Japon*, Les colloques du Sénat, 2008, p. 15 et s.
424. Les moyens de financement des politiques culturelles locales, in *Les collectivités locales : la culture en France et au Japon*, Les colloques du Sénat, 2008, p. 27.

425. La réforme administrative, préoccupation d'hier, d'aujourd'hui, de demain ? *in* *Verwaltungswissenschaft und Verwaltungspraxis in nationaler und transnationaler Perspektive*, Festschrift für Heinrich Siedentopf zum 70. Geburtstag, Duncker et Humblot, Berlin 2008, p. 809 et s.
426. Architectures et architectes dans *Les cités obscures*, *in* *Confluences*, Mél. J. Morand-Deville, Montchrestien 2008, p. 685 et s.
427. L'irréparable imperfection de l'État de droit, *Rev. de la recherche juridique, droit prospectif*, 2008-2, p. 733 et s.
428. La décentralisation culturelle, *Bulletin juridique des collectivités locales*
429. La notion d'état intermédiaire en droit administratif, *in* *Les états intermédiaires en droit administratif*, sous la dir. de Jean-Marie Pontier, PUAM 2008, p. 11 et s.
430. Introduction à *L'enseignement supérieur en Europe*, XXXe Table ronde du CRA, PUAM 2008, p. 15 et s.
431. L'amélioration de la législation et de la réglementation, *Kyung Hee University Law Review*, 2008, n° 43-3, p. 468-494.

2009

432. Liberté des arts, de la culture et de la recherche ; Droit au loisir, *in* *Dictionnaire des Droits de l'homme*, sous la dir. de J. Andriantsimbazovina, H. Gaudin, J.-P. Marguénaud, S. Rials, F. Sudre, PUF, p. 639 et 669.
433. « Décentralisation et État de droit », Conférence au Japon en 2004, *Revue Seijyo Ho Gaku*, n° 78, 2009, p. 122 et s..
434. Ministère de la culture : inutilité, nécessité ? *AJDA* 2009, p. 634.
435. Retour sur une région refusée, *AJDA* 2009, p. 805.
436. Le droit à la beauté, *AJDA* 2009, p. 953.
437. Erreur sur la dépouille à enterrer : comment réparer le préjudice ?, Note sous TA Clermont-Ferrand, *AJDA* 2009, p. 1626.
438. Une réforme de l'hôpital sous le signe de la modernisation et de l'efficacité, *AJDA* 2009, p. 2205.
439. Le statut et le pouvoir des architectes en chef des monuments historiques, *JCP A* 2009, n° 2001.
440. Des difficultés soulevées par le transfert des aéroports, note sous CE 19 novembre 2008, n° 313095, *JCP A* 2009, n° 2055.
441. Comportement violent des « supporters » et police administrative, note sous TA Versailles 11 décembre 2008, n° 0701397, *JCP A* 2009, n° 2097.
442. La contestation par les automobilistes de leurs points perdus, note sous CAA Lyon, 19 février 2009 et CAA Douai, 19 février 2009, *JCP A* 2009, n° 2109.
443. Le service d'accueil des enfants dans les écoles, note sous CAA Lyon 4 mars 2009 et TA Paris 30 janvier 2009, n° 0816692, *JCP A* 2009, n° 2110.
444. Nous et les autres. Remarques sur les décrets de mars 2009 sur l'enseignement supérieur, *JCP A* 2009, act. 738.
445. L'appréciation de la profession dans le retrait du permis de conduire, note sous CE 13 mars 2009, *JCP A* 2009, n° 2150.

446. Monuments historiques : une nouvelle étape, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, JCP A 2009, n° 2184.
447. Entre deux rives : une décennie d'intercommunalité, JCP A 2009, n° 2186.
448. La réglementation des cercles de jeux, note sous CE 10 avril 2009, JCP A, 2009, n° 2195.
449. Permis de conduire : notification de la décision de l'administration, note sous CE 8 juillet 2009, n° 322753, JCP A, 2009, n° 2227.
450. De l'an XI à 2009 : la gendarmerie nationale change, JCP A 2009, n° 2238.
451. Compétence de la juridiction administrative pour connaître d'actions contre un groupement d'intérêt économique, note sous TC 8 juin 2009, n° 3713, JCP A 2009, n° 2241.
452. Une histoire sans fin ? École privée, école publique, la parité de financement, JCP A 2009, n° 2272.
453. Les interventions culturelles des collectivités territoriales, Encyclopédie Dalloz collectivités locales, p. 4170-1 à 4170-10 et 4172-1 à 4172-127.
454. Le juge dans la cité, Mélanges R. Andersen, Bruylant 2009.
455. Cinéma et service public : contexte et enjeux *in* Cinéma et audiovisuel : action publique et territoire, L'observatoire, la revue des politiques culturelles (observatoire des politiques culturelles), hors-série, n° 2, juillet 2009, p. 11 et s..
456. Rapport de synthèse, Planifier le risque industriel, sous la dir. de J.-F. Brilhac et K. Favro, Victoire Éditions, 2009, p. 165 et s..
457. Préface à l'ouvrage de Chin-Wen Wu, La coopération entre personnes publiques en droit public français en matière culturelle, PUAM 2009.
458. Préface à l'ouvrage de N. Font, Le travail subordonné entre droit privé et droit public, Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, 2009.
459. Le service public d'accueil des élèves : conditions de mise en œuvre, Lamy collectivités territoriales, n° 51, novembre 2009, p. 12 et s.
460. Actualité du droit de la culture, Korea Legislation Research Institute (KLRI), 2009-05, Issue Brief on Foreign Laws, p. 76 et s..
461. Sur l'inaliénabilité des œuvres des musées de France, Rev. adm. n° 368, p. 164 et s.
462. Le cinquième risque, Droit et gestion des collectivités territoriales. L'action sociale des collectivités territoriales, GRALE, 2009, p. 91 et s..
463. La responsabilité locale, *in* Constitution et responsabilité, Actes du colloque de Toulouse, sous la responsabilité de X. Bioy, Montchrestien 2009, p. 213 et s.
464. Introduction sur « Les autorités administratives indépendantes en Europe », Annuaire Européen d'Administration Publique, PUAM 2009, p. 17 et s.

2010

465. Préface à l'ouvrage de F. Blanco, Pouvoirs du juge et contentieux administratif de la légalité, PUAM 2010.
466. Introduction à la XXXII^e Table ronde du CRA, Les transformations du contentieux administratif en Europe, PUAM 2010, p. 13 et s.

467. L'enchevêtrement des compétences, *in* Quelle nouvelle réforme pour les collectivités territoriales, L'Harmattan GRALE 2010, p. 107 et s.
468. Le mystère des faits, *in* Les faits en droit administratif, sous la dir. de J.-M. Pontier et E. Roux, PUAM 2010, p. 11 et s.
469. L'alchimie des faits et du droit en droit administratif, Rev. juridique nîmoise n° 5, 2010, p. 165.
470. Le patrimoine d'intérêt local, Revue Lamy des collectivités territoriales, avril 2010, n° 56, n° 1621.
471. Les autorités administratives indépendantes, Research Center for public law, Soochow University, n° 3, juillet 2010, p. 185.
472. La prévention des inondations, *in* Les enjeux de la gestion locale de l'eau, Annuaire GRALE 2010, p. 235 et s.
473. L'indemnisation hors responsabilité, AJDA 2010, p. 19.
474. L'indemnisation des victimes d'essais nucléaires français, AJDA 2010, p. 676.
475. Le nouveau préfet, AJDA 2010, p. 819.
476. L'État : quelle exemplarité ? AJDA 2010, p. 1169.
477. Les responsabilités dans le cas des dommages mettant en cause l'exercice du contrôle aérien, note sous CE 2 avril 2010, p. 1380.
478. Une restitution, d'autres suivront (des têtes maories aux manuscrits Uigwe), AJDA 2010, p. 1419.
479. Mémoire, mémorial, histoire d'une stèle, note sous CAA Marseille 23 avril 2010 (2 espèces), AJDA 2010, p. 1882.
480. Vache folle : suite contentieuse et indemnisation de l'abattage des troupeaux, note sous CE 2 juin 2010, AJDA 2010, p. 2061.
481. Que sont les conséquences anormales d'une intervention chirurgicale, note sous CAA Paris 10 juin 2010, AJDA 2010, p. 2222.
482. Les politiques culturelles dans le domaine de la peinture, Revue de la Recherche Juridique 2010-4, PUAM, p. 1935 et s.
483. Les relations financières pouvoirs publics – associations, JCP A 2010, n.88 (5).
484. Le nouveau statut de la poste, JCP A, n.195 (11-12).
485. Information, contestation et restitution des points suite à un retrait de points annulé, Note sous CE Avis 20 novembre 2009, JCP A, n.2093 (10).
486. Que doit produire devant le juge le requérant qui conteste un retrait ou/et une invalidation de son permis de conduire ? Note sous CE 27 janvier 2010, JCP A, n.2200 (24).
487. Suspension d'une spécialité pharmaceutique : référé suspension, injonction et astreinte, Note sous CE 26 janvier 2010, JCP A 2010, n.2200 (25).
488. Du contentieux à la loi : l'avis de l'ABF et du préfet dans le cadre de travaux effectués dans une ZPPAUP, Note sous CE 28 mai 2010, JCP A n.2234 (28)
489. L'intercommunalité, hier, aujourd'hui et demain, JCP A n.2240 (30-34).
490. Refus de fusion de communes par un préfet : première QPC sur le droit des collectivités territoriales, note sous Cons. const. 2 juillet 2010, JCP A n.2257 (36).

- 491. Résiliation d'une convention d'animation culturelle suite à un refus de renouvellement d'exploitation de jeux dans un casino, note sous CE 19 mars 2010, JCP A n.2292 (39).
- 492. « Eu égard aux relations financières ». QPC dépenses des communes pour cartes nationales d'identité : conformité à la loi, note sous Cons. const. 22 septembre 2010, JCP A n.2297 (41).
- 493. Festival, service public et délégation de service public, note sous CAA Marseille 17 juin 2010, JCP A n.2335 (45-46).
- 494. Agent de police municipale agissant au nom de l'Etat : qui doit supporter la charge ? note sous CE 22 octobre 2010, JCP A n.2374 (51-52).
- 495. L'évolution du droit administratif, Discours lors de l'éméritat de R. Andersen, Annales de droit de Louvain 2010-2, Bruylant, p. 129 et s..
- 496. Le 1 % culturel. L'obligation de décoration des constructions publiques, in L'art et le droit, Ecrits en hommage à P.-L. Frier, Pub. de la Sorbonne, 2010, p. 301.

2011

- 497. En attendant la prochaine loi, AJDA 2011, p. 185.
- 498. Spoliation des œuvres d'art : quelle indemnisation ?, note sous TA Paris 25 juin 2010, AJDA 2011, p. 343.
- 499. Conseil de la création artistique : validation *post mortem* d'une naissance, note sous CE 4 mai 2011, AJDA 2011, p. 1449.
- 500. Qualité du droit (?), AJDA 2011, p. 1521.
- 501. Absence d'imputabilité d'un dommage aux expériences nucléaires françaises dans le Pacifique, note sous CAA Paris 10 mars 2011, AJDA 2011, p. 1633.
- 502. Le fonds Mediator, AJDA 2011, p. 2005.
- 503. La métamorphose d'une institution, le département, AJDA 2011, p. 1817.
- 504. Requiem pour une clause générale de compétence, JCP A 2011, n° 2015 (2).
- 505. L'Etablissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, JCP A 2011 n° 77 (5).
- 506. Compensation financière pour le transfert de la voirie nationale aux départements : pas de QPC, CE 29 octobre 2010, JCP A 2011 n° 2058 (7).
- 507. Changement des délégués de la commune au conseil d'un EPCI (CGCT art. L.2121-33), CE 17 décembre 2010, JCP A 2011 n° 2079 (9).
- 508. La simplification des normes concernant les collectivités territoriales, JCP A 2011, n° 162 (10).
- 509. Clarification des compétences : le rapport Lefèvre, JCP A 2011, n° 2092 (10).
- 510. L'information dans le cas du traitement automatisé du retrait de points, CAA Nantes 27 janvier 2011, n° 2177 (18).
- 511. Ouvrage public ou travail public : applications de la responsabilité sans faute, CAA Marseille 20 janvier 2011, 10 février 2011, CAA Bordeaux 8 février 2011, JCP A 2011, n° 2199 (22).
- 512. Dissolution d'un syndicat mixte : sort d'une action fondée sur un contrat arrivé à échéance avant la dissolution, CE 4 mai 2011, JCP A 2011, n° 2221 (25).

513. Professeurs territoriaux de musique : prestations en dehors des obligations de service, TC 6 juin 2011, JCP A2011, n° 2250 (28).
514. Délégations de l'article L.3211-2 du Code général des collectivités territoriales : quelle nature ?, JCP A 2011 n° 2292 (37).
515. Pouvoirs de police propres du préfet en matière d'ouverture des débits de boissons, CAA Bordeaux 15 février 2011, JCP A 2011, n° 2318 (41).
516. Le transfert des pouvoirs de police du maire, JCP A 2011, n° 2362 (47).
517. Une nouvelle source d'interrogations et de réflexion à propos de la juridiction administrative : la diffusion de sa production, *in* Juridiction administrative, Diffusion de sa production, PUAM 2011, p. 15 et s..
518. Les problèmes de l'eau, Introduction à l'Annuaire Européen d'Administration Publique, PUAM 2011.
519. Introduction au droit nucléaire, *in* Droit nucléaire, PUAM 2011, p. 11 et s..
520. Le contentieux du nucléaire devant le juge administratif *in* Droit nucléaire, PUAM 2011, p. 85 et s..
521. La responsabilité du fait du nucléaire, *in* Droit nucléaire, PUAM 2011, p. 117 et s..
522. Mort ou survie de la clause générale de compétence, colloque de Tours, BJCL janvier 2011, p. 11 et s..
523. Conclusion du colloque de Tours, BJCL janvier 2011, p. 68 et s..
524. Les services publics culturels et la concurrence, *in* Les services publics locaux et la concurrence, sous la dir. d'O. Dupeyron, L'Harmattan 2011, p. 89 et s..
525. Décentralisation et patrimoine *in* Le patrimoine culturel et la décentralisation, sous la dir. de P. Le Louarn, PUR, Rennes 2011, p. 93 et s..
526. Préface Ch.-E. Delvallez, Le juge administratif et la primauté du droit communautaire, Logiques juridiques, L'Harmattan, 2011.
527. Préface A.-S. Gorge, Le principe d'égalité entre les collectivités territoriales, Dalloz-Sénat 2011.
528. Préface D. Chang, Contrats de collaboration public-privé, un point de vue comparatif, PUAM 2011.
529. La réforme territoriale et le couple déconcentration-décentralisation, *in* De la réforme territoriale à la réforme de l'Etat, colloque de Grenoble, PUG 2011, p. 271 et s..
530. Des compétences régaliennes, *in* Destin des collectivités politiques d'Océanie, sous la dir. de J.-Y. Faberon, V. Fayaud et J.-M. Regnault, vol. 2, p. 745 et s., PUAM 2011.
531. Légalité du décret sur la dissimulation du visage, commentaire du décret n° 2009-724 du 19 juin 2009, Lamy collectivités territoriales, juin 2011, p. 23.
532. Liberté d'opinion, liberté de croyance et de religion, laïcité, *in* Protection des libertés et des droits fondamentaux, sous la dir. de J. Renoux, La Doc. française 2011, p. 231 et s..
533. Action culturelle territoriale : l'Etat initiateur et coordinateur, Pouvoirs locaux, n° 91, décembre 2011, p. 62 et s..
534. Cours Université numérique juridique francophone : L'action administrative. Le contrôle de l'action administrative

535. Les études d'impact en France, Journal of legislative evaluation, 2011, n° 5, p. 177.

2012

536. Prix à payer par l'Etat pour l'expertise d'une œuvre d'art, note sous CAA Paris 20 octobre 2011, AJDA 2012, p. 47.

537. Une décennie de gestion des musées nationaux, AJDA 2012, p. 74.

538. La notion juridique de chef-d'œuvre, colloque de Metz, à paraître.

539. Le régalien dans le culturel, AJDA 2012, p. 1673.

540. La responsabilité du fait des plans de prévention des risques naturels prévisibles, Colloque Nantes 2011, à paraître.

541. Quelle liberté pour les arts et la culture ? Mél. Autin, CREAM, Presses de la Faculté de Droit et Science politique de Montpellier, 2012, p. 1467 et s..

542. La musique adoucit (peut-être) les mœurs, mais pas l'envie du contentieux, Mél. Darcy, Bruylant 2012, p. 657.

543. Catégories en miroir : subventions, délégations de services publics, marchés publics, Mél. Richer, à paraître.

544. Réflexions discursives sur une catégorie juridique spéculative : les services publics culturels, in Les services publics culturels, PUAM 2012, p. 9-178.

545. Les OGM et le droit, synthèse du colloque, publications de la Sorbonne, à paraître.

546. La restitution des œuvres d'art, Lamy Droit de l'immatériel, février 2012, p. 89.

547. Les incidences de la RGPP sur les collectivités territoriales, colloque de Reims, L'Harmattan 2012, à paraître.

548. L'art de la censure, à paraître.

549. La notion de sécurité en matière nucléaire, colloque de Nîmes, PUAM 2012, à paraître.

550. La nouvelle répartition des compétences : entre rupture et continuité, Lamy collectivités territoriales, mars 2012, p. 85.

551. L'ambiguïté des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. L'exemple du domaine social in Quelle place pour les collectivités territoriales dans la politique de l'emploi ?, L'Harmattan 2012, p. 17.

552. Gestion durable des risques environnementaux en milieu urbain, colloque GRALE, à paraître.

553. Le Grand Paris, Revue Gestion et Finances publiques, mars 2012p. 124 et CJFI, n° 68, avril-mai-juin 2012, p. 17.

554. Compétences locales et politiques publiques, Revue française d'administration publique 2012, n° 141, p. 139.

555. L'outre-mer, laboratoire institutionnel de la République, colloque Assemblée nationale, 3-4 novembre 2011, à paraître.

556. L'Etat de proximité, colloque de Guadeloupe, 21 décembre 2011, à paraître.

557. La nouvelle régulation des musées, colloque de Toulouse, à paraître.

558. La gestion des services publics par les personnes privées en France, in Les procédures administratives et le contrôle à la lumière de l'expérience

- européenne en France et en Russie, Société de législation comparée, 2012, p. 267 et s.
559. Accidents sur autoroutes : responsabilité de l'Etat du fait de ses pouvoirs de police, note sous TA Marseille, 27 juillet 2012, AJDA 2012, p. 2332.
560. La responsabilité du fait des risques naturels prévisibles, AJDA 2012, p. 1335.
561. Laïcité contre environnement, note sous CAA Bordeaux, 6 mars 2012, AJDA 2012, p. 1155.
562. Les granits ont cent ans, AJDA 2012, p. 1473.
563. Reversement d'une subvention et du cautionnement dans un contrat d'affermage, note sous CAA Marseille 16 janvier 2012, AJDA 2012, p. 1006.
564. Une « fondation peut être un établissement public, note sous CAA Marseille 9 juillet 2012, AJDA 2012, p. 1908.
565. Référé dans le cas de fermeture administrative d'une discothèque : les conditions de l'article L.521-2 du code de justice administrative sont-elles satisfaites ?, commentaire CE 28 octobre 2011, req. 353553, JCP A 2012, n° 2012 (2).
566. Actes prioritaires en matière de contrôle de légalité, JCP A 2012, n° 2068 (9).
567. La multiplication des polices spéciales : pourquoi ? JCP A 2012, n° 2113 (15).
568. La recherche d'efficience des publications de l'Etat, JCP A 2012, n° 2121 (16).
569. Pouvoirs des préfets et organisation et action de l'Etat, JCP A 2012, n° 273 (17).
570. L'urgence, JCP A 2012, n° 2179 (22).
571. Le code de la sécurité intérieure, JCP A 2012, n° 2186 (23).
572. Déréféré préfectoral et contrat : la pesée des intérêts, note sous CE 9 mai 2012, req. n° 355665.
573. Les transmutations du contrôle sur les collectivités territoriales, JCP A 2012, n° 2348 (44-45).
574. Les aides à la culture, JCP A 2012, n° 2351 (44-45).
575. Trente ans de répartition et de redistribution des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales, BJCL 2012, p. 275.
576. Villes et agglomérations, Introduction à l'Annuaire Européen d'Administration Publique, PUAM 2012, p. 13.
577. Jalons pour une approche juridique de la sûreté nucléaire, *in* La sûreté nucléaire, PUAM 2012, p. 13.
578. La question de l'inaliénabilité appliquée au patrimoine contemporain, *in* L'inaliénabilité des collections, performances et limites ?, sous la dir. de M. Cornu, J. Fromageau, J.-F. Poli, A.-C. Taylor, L'Harmattan 2012, p. 121.
579. Préface à N. Perlo, Le droit public du cinéma en France et en Italie, PUAM 2012.
580. Les incidences de la RGPP sur les collectivités territoriales *in* La RGPP et les collectivités territoriales, sous la dir. de J.-C. Némery, L'Harmattan 2012, p. 71.

2013

581. « Choc de simplification » : fausses pistes, AJDA 2013, p. 171.
582. Fessenheim sauvée... au contentieux, Note sous CE 28 juin 2013, *Association trinationale de protection nucléaire (ATPN)*, AJDA 2013, p. 2036.
583. L'aménagement du territoire, rêve enfui, AJDA 2013, p. 2302.
584. La diversification des compétences de la région, Encyclopédie des collectivités locales, Dalloz, p. 1770-1 à 1770-6 et 1772-1 à 1772-62.
585. A propos des décisions du CIMAP du 2 avril 2013, *La Semaine juridique*, Ed. générale, 16 avril 2013, p. 755.
586. Les territoires de la décentralisation, *Lamy collectivités territoriales*, mai 2013, p. 54.
587. Subventions de l'ADEME : fin d'une controverse jurisprudentielle, note sous CE 26 nov. 2012, *ADEME c/Communauté des bénédictins de l'abbaye St Joseph de Clairval*, AJDA 2013, p. 245.
588. La liberté contractuelle des personnes publiques, AJDA 2013, p. 837.
589. Légalité de la fermeture d'un débit de boissons au regard de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de l'autorité de la chose jugée au pénal, note sous CE 10 septembre 2012, JCP A 4 mars 2013, n° 2066.
590. Conventions types de coordination en matière de police municipale, JCP A 18 mars 2013, n° 244.
591. Pour quelques ares de safran : refus illégal d'un permis par un maire, note sous CE 7 nov. 2012, JCP A 15 avril 2013, n° 2114.
592. Modernisation de l'action publique, JCP A 22 avril 2013, n° 363.
593. Le contentieux du permis de conduire et son dépassement, JCP A 20 mai 2013, n° 2145.
594. Les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales dans la loi sur la refondation de l'école de la République, JCP A 2013, n° 666.
595. Quelle réparation pour la victime d'une décision illégale se trouvant en situation irrégulière ? Destruction injustifiée d'un cheptel de sangliers, note sous CE 30 janv. 2013, JCP A 2013, n° 2259.
596. Charte entre les personnes publiques et les associations, JCP A 2013 n° 763
597. Moyens nouveaux en appel et responsabilité d'une commune pour enrichissement sans cause, note sous CE 15 mai 2013, JCP 2013 n° 2322.
598. La simplification des relations entre l'administration et les citoyens, JCP A 2013 n° 2355.
599. L'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales. A propos de la loi portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, JCP A 2013 n° 2366.
600. La place de la loi « Démocratie de proximité » dans l'histoire du droit de la décentralisation, *in La Démocratie de proximité*, Berger-Levrault 2013, p. 17.

601. Gestion durable des risques environnementaux en milieu urbain, *in* La ville durable après le Grenelle de l'environnement, sous la dir. de J.-L. Pissaloux et G. Orange, L'Harmattan 2013, p. 171.
602. La réforme constitutionnelle de 2003 et les collectivités territoriales, *in* La décentralisation en Corée du sud et l'expérience européenne, sous la dir. de G. Marcou et In Soo Park, L'Harmattan 2013, p. 169.
603. La clarification des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales *in* Global Legal Issues 2012 (III), KLRI (Séoul), p. 105.
604. Préface à M. Rodriguez, Le service public et la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001 – Contributions de la réforme des finances publiques à la modernisation de l'Etat, PUAM 2013.
605. Le partage du financement de la protection du patrimoine entre l'Etat, les collectivités territoriales et les personnes privées, Le financement du patrimoine culturel, Rev. fr. de finances publiques 2013, p. 53 et s.
606. Une problématique complexe : les liens entre démocratie et nucléaire, *in* Démocratie et nucléaire, sous la dir. de J.-M. Pontier et E. Roux, PUAM 2013, p. 13.
607. Introduction au colloque « Armée et administration », *in* Annuaire européen d'administration publique, 2013, p. 11.
608. Solidarité nationale et indemnisation, RDP 2013, p. 1099.
609. Les entreprises locales de gaz et d'électricité, *in* Collectivités territoriales et énergie : ambitions et contradictions, Droit et gestion des collectivités territoriales, GRALE (GIS-CNRS) 2013, p. 109.
610. L'Etat de proximité : quel rôle pour la déconcentration ? *in* Décentralisation et proximité. Territorialisation et efficacité de l'action publique locale, sous la dir. de P.-Y. Chicot, Dalloz 2013, p. 29.

2014

611. Recouvrement d'une créance sur une collectivité publique, note sous CAA Marseille 15 juillet 2013, AJDA 2014, p. 174.
612. *Fluctuat et mergimus*, AJDA 2014, p. 305.
613. Ne manquez pas le prochain épisode, AJDA 2014, p. 1001.
614. L'infra-réglementaire, puissance méconnue, AJDA 2014, p. 1251.
615. Le partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales, AJDA 2014, p. 1694.
616. Restitution et spoliation d'œuvres d'art : quelles règles ? Note sous CE 30 juill. 2014, AJDA 2014, p. 2145.
617. Propriété littéraire et artistique et étendue de la compétence du juge judiciaire, note sous TC 7 juill. 2014, p. 2364.
618. De l'extension (à venir) du pouvoir réglementaire des régions JCP A 2014 n° 103.
619. Crissements de roues et responsabilité sans faute, Note sous CAA Paris 4 juillet 2013, JCP A 2014, n° 2030.
620. Le vrai faux retour de la clause de compétence générale, JCP A 2014, n° 2047.

621. Les contrats de plan Etat-régions 2014-2020, JCP 2014, n° 2118.
622. La charte d'engagements réciproques entre l'Etat, le mouvement associatif et les collectivités territoriales, JCP A 2014, n° 2286.
623. Le Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, JCP A 2014, n° 2294.
624. Etudes d'impact : l'interprétation en retrait de leur exigence par le Conseil constitutionnel. L'exemple de la délimitation des régions, JCP A 2014, n° 2334.
625. Contrat et culture, RFDA 2014, p. 641.
626. Les enseignements artistiques, Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT, GRALE-CNRS 2014, p. 153.
627. Prolégomènes sur le contentieux administratif local, Rev. Lamy collectivités territoriales, juin 2014, p. 47.
628. Une première définition légale des subventions publiques, Semaine juridique, éd. G, N° 940, p. 1618.
629. La plage et l'ordre public, Rev. Juridique de l'environnement, 2014, p. 465.
630. Le lien territorial, Bull. juridique des collectivités locales (BJCL) 2014, n° 10/14, p. 618.
631. Les collectivités territoriales et la prévention des risques, Bull. juridique des collectivités locales (BJCL) 2014, n° 11/14, p. 698.
632. Que faire des déchets radioactifs ? Questions, contestations, orientations *in* Droit nucléaire, les déchets nucléaires, sous la dir. de J.-M. Pontier et E. Roux, PUAM 2014, p. 13.
633. La création architecturale en droit public, *in* Droit et architecture. Reconsidérer les frontières disciplinaires, leurs interactions et leurs mutations, sous la dir. de S. Signorile, PUAM 2014, p. 217.
634. Préface à l'ouvrage de Joo Yeol Jeon, Essai sur l'adoption du droit du service public français en droit administratif coréen, PUAM 2014.
635. Préface à l'ouvrage de Assem Sayed Hussein, Le référé-suspension, PUAM 2014.
636. Dictionnaire d'administration publique (participation à), Presses universitaires de Grenoble (PUG) 2014.
637. Le régime juridique du droit nucléaire en France, *in* The system of nuclear law. Safety regulation of Nuclear Energy and Damage Compensation for Nuclear Responsibility, Sharing, Taïpeh 2014, p. 3.
638. Les archives publiques *in* Le droit des archives publiques, entre permanence et mutations, sous la dir. de S. Monnier et K. Forientino, L'Harmattan 2014, p. 193.
639. Conclusion du colloque sur la fonction publique territoriale *in* Trente ans de la fonction publique territoriale, Contradictions et adaptations, sous la dir. de G. Marcou et J. Fialaire, L'Harmattan 2014, p. 215.
640. L'intercommunalité hier, aujourd'hui et demain, *in* Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité, sous la dir. de M.-F. Steckel-Assouère, L'Harmattan 2014, p. 31.
641. Secret, secrets, transparence de l'administration, dans l'administration, Annuaire européen d'administration publique (AEAP) 2014, p. 9.

642. « Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage ». A propos de la réforme de l'administration territoriale, Cahiers du CRA, n° 23, p. 7, octobre 2014.
643. Des PPP aux PPP. Remarques sur une apparente insignifiance, DA févr. 2014, études 3, p. 9.

2015

644. Police et sécurité, *in* Les politiques publiques locales de sécurité intérieure, sous la dir. de N. Dantonel-Cor, L'Harmattan 2015, p. 29
645. Les relations entre l'administration et les citoyens à l'ère numérique. La quête de la simplification, JCP A 2015, n° 2104
646. Préface à l'ouvrage Collectivités, territoires et santé, sous la dir. de T. Alam et M. Gurruchaga, L'Harmattan 2015
647. De l'intérêt public, Rev. africaine de droit public n° 1, 2015, p. 199
648. La qualité du droit, *in* Mélanges Oberdorff, LGDJ-Lextenso 2015, p. 241
649. Les fausses promesses du libre exercice des compétences *in* Les tabous de la décentralisation, sous la dir. de N. Kada, Berger-Levrault 2015, p. 271
650. Préface à l'ouvrage de C. Bosseboeuf, Les collectivités territoriales et leurs musées. Recherches sur le développement et les modalités de gestion et de gouvernance d'un service public local, PUAM 2015 p. 17
651. Sur la langue française, AJDA 2015 p. 1121
652. Le régime fiscal des associations, le recours incident, JCP A 2015 n° 2213
653. Préface à A-L. Debono, L'ouverture du droit des services publics au droit de la consommation. Entre enrichissement et désordre, PUAM 2015
654. Service public et bibliothèques, JurisArt n° 26, juill-août 2015, p. 24
655. Quelles compétences pour quelles communes ?, *in* Rev. fr. d'adm pub. 2015, Les enjeux de la réforme territoriale, p. 989
656. La redistribution des compétences entre le département et la région, *in* Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ?, sous la dir. de J.-C. Némery, L'Harmattan 2015, p. 73
657. La crise et les monuments historiques, *in* Crise et patrimoine monumental, sous la dir. de M. Le Roux, L'Harmattan 2015, p. 15
658. Les affaires locales *in* La décentralisation 30 ans après, sous la dir. de S. Regourd, J. Carles, D. Guignard, L'Harmattan 2015 p. 145
659. Xynthia, ou l'incurie fautive d'un maire obstiné, AJDA 2015 p. 379
660. Pourquoi parler de contrats de plan ? AJDA 2015 p. 657
661. La gestion par les musées de leurs œuvres, AJDA 2015 p. 1086
662. Sur la langue française, AJDA 2015 p. 1121
663. Le droit du nucléaire, droit à penser, AJDA 2015 p. 1680
664. Délire et dérives du législateur, AJDA 2015 p. 2001
665. Santé et nucléaire, une relation complexe et multiforme, *in* Droit nucléaire, Santé et nucléaire, sous la dir. de J.-M. Pontier et E. Roux, PUAM 2015 p. 13

2016

666. La décentralisation française, LGDJ-Lextenso éd., 182 p., 2016
667. Le droit administratif français, *in* L'évolution du droit administratif en France et en Russie, sous la dir. de C. Dubreuil, Thémis Essais, PUF 2016, p. 1-20
668. L'acquisition publique d'œuvres d'art, Le bull. d'Aix, 2016, janv-avr. P. 173
669. Casinos, art et crédit d'impôt, AJDA 2016, p. 1657
670. Préface à M.-C. Steckel-Assouère (dir.), La recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles, L'Harmattan 2016
671. Nucléaire et transition énergétique : antinomie, harmonie, hétéronomie ?, *in* Droit et contentieux du nucléaire, sous la dir. de J.-M. Pontier et E. Roux, PUAM 2016 p. 13-39
672. La liberté de création artistique, architecture et patrimoine, AJDA 2016 p. 2027-2036
673. Dépakine : un nouveau fonds, AJDA 2016 p. 2065
674. Bien commun et Intérêt général, Les cahiers Portalis, n° 4, sept. 2016, p. 33-52
675. La réglementation des professions culturelles, *in* La réglementation de l'économie : persistance ou renouveau ? (dir. C. Videlin), Lexis Nexis 2016, p. 87-110
676. La compétence culture des collectivités territoriales après la loi NOTRe, JurisArt nov. 2016, p. 17-20
677. L'échelon territorial pertinent pour les écoles de musique, JurisArt nov. 2016, p. 32-33
678. Les libertés universitaires et la réforme de l'enseignement supérieur, *in* Les libertés universitaires en France et au Japon, PUAM 2016 p. 47-69
679. Observations en forme de synthèse, *in* Les libertés universitaires en France et au Japon, PUAM 2016 p. 129-137
680. Le discernement en droit administratif, *in* Le discernement en droit public, PUAM 2016 p. 25-49
681. Préface à l'ouvrage Le discernement en droit public, PUAM 2016
682. Droit administratif, juge administratif : une imposture ?, Rev. de la recherche juridique 2016/3 p. 1243-1279
683. Charges indues, charges non dues, le malentendu continue, AJDA 2016 p. 225
684. Fantasmagorie : décentralisation, recentralisation, AJDA 2016 p. 873
685. Xynthia en appel, ou quand les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, note sous CA Poitiers 4 avr. 2016, AJDA 2016 p. 1296
686. L'art de créer du contentieux : le permis à points, AJDA 2016 p. 1384

2017

687. Loi LCAP : quels enjeux pour le tourisme ?, Juristourisme janv. 2017, p. 21-22
688. La liberté de création artistique, Mél. Turpin 2017 p. 709-738

689. Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation (dir. N. Kada, R. Pasquier, C. Courtecuisse, V. Aubelle), Berger-Levrault 2017 (entrées : Affaires locales ; Compétence ; Contrat de plan ; Politique culturelle)
690. Les enjeux de la loi LCAP en matière de patrimoine, *JurisArt* mars 2017, p. 18-21
691. Une approche historique *in* Quel(s) avenir(s) pour le département (dir. N. Ferreira et L. Janicot), LGDJ 2017 p. 13-30
692. Les politiques publiques en matière d'archives hospitalières *in* Les archives hospitalières (dir. S. Monnier et K. Fiorentino), L'Harmattan 2017, p. 65-91
693. L'agence nationale de santé « Santé publique France », *in* Les cahiers de la santé, n° 24, 2017, LEH Ed., p. 25-44
694. Le contentieux des professionnels de la musique, *in* Entre normes et sensibilité, Droit et musique, PUAM 2017 p. 105-130
695. L'influence du néolibéralisme sur les structures territoriales françaises, *in* Néolibéralisme et droit public (dir. F. Bottini), Mare et Martin 2017, p. 113-132
696. Le juge administratif et l'intérêt public local, *in* Des contentieux de l'action publique locale (dir. J.-L. Pissaloux), L'Harmattan 2017, p. 161-194
697. Le nucléaire dans les problématiques de la sécurité, *in* Non prolifération et sécurité nucléaire, Droit et contentieux du nucléaire, sous la dir. de J.-M. Pontier et E. Roux, PUAM 2017 p. 13-46
698. Circulaire, instructions et collectivités territoriales, *BJCL* sept. 2017, n° 9/17, p. 572-581
699. L'appellation Musée de France, *JurisArt* déc. 2017, n° 52, p. 16-19
700. Culture, Dalloz Encyclopédie des collectivités locales, p. 4332-1 à 4332-97, 2017
701. Collectivité régionale, Dalloz Encyclopédie des collectivités locales, p. 1712-1 à 1712-35, 2017-4
702. Conseil régional, Dalloz Encyclopédie des collectivités locales, p. 1727-1 à 1727-35, 2017-4
703. Exécutif régional, Dalloz Encyclopédie des collectivités locales, p. 1732-1 à 1732-24, 2017-4
704. Services d'incendie et de secours : le moment 1996, *in* Les SDIS. Entre sécurité intérieure e réforme territoriale (dir. O. Renaudie), Institut universitaire Varenne 2017, p. 71-87
705. Variations sur l'Etat et la décentralisation, *Mél. En l'honneur du Pr G. Marcou*, IRJS éd. 2017 p. 335-355
706. Histoire de mousse, note sous CE 14 déc. 2016, *AJDA* 2017, p. 364
707. Le sens du contentieux administratif. Observations sur les conditionnements du contentieux, *AJDA* 2017, p. 503
708. Indemnisation juste, *AJDA* 2017, p. 705
709. Qu'est-ce que le « local » ?, *AJDA* 2017, p. 1093
710. Vive l'Etat !, *AJDA* 2017, p. 1473
711. Deux pour une ?, *AJDA* 2017, p. 1689
712. La politique de labellisation, *AJDA* 2017, p. 1700
713. Il n'y a plus de *Casanova*, *AJDA* 2017, p. 2161